



Pour une place bancaire et financière suisse éthique

Résolution de la Journée électorale du PEV Suisse

1 Situation initiale

La chute du Crédit Suisse, avec des milliards de garantie accordées par la Confédération et la Banque nationale suisse (BNS), ainsi que la garantie de fait de l'État pour la nouvelle UBS ont montré clairement une chose : cela ne peut plus continuer ainsi !

Le PEV exige depuis des années des réglementations efficaces pour une économie éthique, notamment dans le secteur financier. Les errements du Crédit Suisse ont montré qu'il fallait intervenir plus fortement au niveau de la réglementation. Le remboursement des crédits par l'UBS n'y change rien, car les risques sont devenus encore plus importants avec une seule grande banque. Il faut maintenant une législation sur le « too big to fail » qui soit efficace et qui puisse être appliquée en cas d'urgence.

2 Nos exigences

1. Un renforcement de la FINMA

Renforcement des compétences de la FINMA en matière de surveillance, d'intervention et de sanctions.

2. Des règles plus strictes en matière de fonds propres

Réduction du risque de défaillance des banques par un durcissement marqué des prescriptions en matière de fonds propres.

3. Un plafonnement des rémunérations variables et des salaires-plafond

Limitation des composantes variables du salaire dans les banques d'importance systémique à deux mois de salaire supplémentaires (soit 15% du salaire annuel), et plafonnement de la rémunération au double du salaire d'un Conseiller fédéral, dans les entreprises publiques ¹ comme Postfinance, les banques cantonales, les CFF, Axpo, etc

Les placements financiers des institutions publiques exercent également une influence considérable. C'est pourquoi le PEV demande :

4. Des institutions publiques durables

Respect des critères de durabilité pour les placements financiers de la BNS, de Compen-swiss (fonds de l'AVS, de l'AI et des APG) ainsi que des caisses de pension du secteur public et des entreprises publiques ¹

¹ Entreprises publiques : détenues totalement ou majoritairement par les pouvoirs publics